

Mardi après-midi, 6 juin 2017

Chancellerie d'Etat**16 2016.RRGR.1017 Motion 227-2016 Saxer (Gümligen, PLR)
Publication en ligne des feuilles officielles du canton de Berne**

N° de l'intervention:	227-2016
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	21.11.2016
Déposée par:	Saxer (Gümligen, PLR) (porte-parole)
Weitere Unterschriften:	4
N° d'ACE: 408/2017	du 3 mai 2017
Direction:	Chancellerie d'Etat

Publication en ligne des feuilles officielles du canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de mettre dorénavant à disposition au format PDF et sans obstacle les publications en ligne des feuilles officielles du canton de Berne.

Développement:

Voilà 185 ans que l'«Amtsblatt des Kantons Bern» et la «Feuille officielle du Jura bernois» existent sous forme imprimée. Ces deux publications, désormais hebdomadaires, constituent, conformément à l'article 13 de la loi du 18 janvier 1993 sur les publications officielles (LPO) (RSB 103.1), les organes officiels de publication du canton. Le contenu autorisé à y être publié est défini dans la législation spéciale. Il s'agit des communiqués officiels du Grand Conseil, du Conseil-exécutif et des préfectures, soit par exemple la convocation des votations populaires ainsi que la publication de lois soumises au référendum, d'octroi de crédits et de concessions (avec les délais pour la récolte des signatures). Les Directions du canton y publient elles aussi régulièrement dépôts publics et approbations des plans, avis de restriction de la circulation, etc. Une grande partie des communications publiées dans les feuilles officielles concerne les biens et les successions, les sommations de produire, les publications des tribunaux civils et pénaux, des autorités de conciliation et des APEA, mais aussi les poursuites et les faillites. Dans pratiquement tous les cas, ces publications s'accompagnent de délais limités pour le dépôt d'une requête ou l'exercice de voies de recours. Une fois le délai échu, les éventuels droits sont définitivement perdus, l'article 15 établissant la fiction juridique selon laquelle «le contenu d'une publication officielle est réputé connu dès la parution des feuilles», ce qui explique la grande importance politique, juridique, sociétale et économique des publications dans les feuilles officielles.

Aujourd'hui, la publication des feuilles officielles sous forme imprimée ne fait pas (plus) honneur à cette grande importance. L'accès des citoyens et citoyennes à de telles informations est pratiquement nul, car cela suppose soit de s'abonner (un abonnement annuel coûte 78 francs), soit de franchir le seuil d'un office cantonal ou communal. Contrairement à l'usage passé, les feuilles officielles ne se trouvent plus dans les cafés. La lecture régulière des feuilles officielles sur papier au sein des autorités cantonale et communales, des cabinets juridiques, des cabinets de notaires et des fiduciaires ou des PME est un exercice pénible et chronophage. Maintenant que la numérisation est bien avancée dans tous les domaines de la société, il devient urgent de passer à une publication au format électronique. C'est d'ailleurs ce qui se fait aujourd'hui dans la plupart des grands cantons. Les bases légales du canton de Berne le prévoient déjà: dans l'article 13 LPO, il est depuis longtemps dit que les feuilles officielles peuvent être publiées «sous forme imprimée, sous forme électronique ou sous ces deux formes».

Il est grand temps que le Conseil-exécutif fasse usage de la compétence d'exécution qui lui est conférée et prenne les mesures pour rendre ces publications accessibles sans obstacle à tous au

format électronique. Parallèlement à cela, on examinera s'il y a des raisons importantes obligeant à ce que les feuilles officielles continuent d'être publiées sur papier.

Une publication électronique améliorera considérablement la proximité des services de l'administration et la sécurité du droit.

Réponse du Conseil-exécutif

La primauté de la version électronique est inscrite dans la législation bernoise depuis le 1^{er} juillet 2014. Par conséquent, la Chancellerie d'Etat peut désormais se charger d'autres projets de cyberadministration.

Le Conseil-exécutif pense comme l'auteur de la motion que la publication de ces documents au format électronique par l'organe de publication officiel est pertinente. Ainsi, il est prêt à examiner comment publier l'«Amtsblatt» et la «Feuille officielle du Jura bernois» sur Internet pour les rendre accessibles à un plus large public.

La motion demande le remplacement de la version papier par un PDF, accessible sans barrière. Outre cette possibilité, les documents pourraient être mis à disposition via une solution en ligne, qui permettrait de se passer de la version imprimée. Lors de l'analyse des options possibles, le canton de Berne s'intéressera aux solutions mises en œuvre par d'autres cantons et par la Confédération, plus particulièrement à leurs incidences financières (p. ex. canton de Zurich en collaboration avec la Confédération ou canton des Grisons en collaboration avec un prestataire privé). Des contacts ont déjà été établis dans ce sens.

Les recettes des publicités et des abonnements permettent jusqu'à présent de couvrir une grande partie des coûts de publication des feuilles officielles du canton de Berne. Le remplacement de cette version imprimée par une version PDF sans obstacle, tout comme une nouvelle solution en ligne, entraîneront de nouvelles dépenses uniques, et éventuellement récurrentes. Leur montant n'est pas encore connu et fait actuellement l'objet de clarifications. Dans ce contexte, et compte tenu que le canton se trouve dans une situation financière tendue et que des mesures d'allègement sont sur le point d'être examinées, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter cette motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nun wechseln wir das Thema und gehen zu den Geschäften der Staatskanzlei über. Ich begrüsse dazu den Staatsschreiber Christoph Auer. Die Regierung ist bereit, den Vorstoss als Postulat anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte. Der Motionär Grossrat Saxer hat das Wort.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Wenn Sie die Website des Kantons Bern besuchen, so finden Sie querbeet durch alle Politikbereiche und Direktionen zig Tausend Dokumente, Statistiken, Tabellen, Anmeldeformulare und Merkblätter. Sie finden beispielsweise eine Anleitung, wie man einen Lehrvertrag auflöst, oder Sie können Ihr Auto zur Motorfahrzeugprüfung anmelden. Sie können in Erfahrung bringen, wie hoch die Öko-Beiträge für Arbeiten im Uferbereich sind, oder sie können nachsehen, welchen Steuerertragsfaktor die Gemeinde x im Jahr 2014 hatte und so weiter und so fort; diese Liste liesse sich beliebig verlängern. Wenn Sie hingegen das Amtsblatt des Kantons Bern oder das Feuille officielle du Jura bernois suchen, so finden Sie nichts, gar nichts, nada! Diese Tatsache ist aus meiner Sicht in höchstem Masse irritierend; um es einmal zurückhaltend zu formulieren. Weshalb dies? Erstens sind das Amtsblatt des Kantons Bern und das Feuille officielle du Jura bernois immerhin die allgemeinen offiziellen und amtlichen Publikationsorgane des Kantons Bern und enthalten viele wichtige Informationen und Fristen. Zweitens, und das ist noch wesentlicher, legt Artikel 15 des Publikationsgesetzes die gesetzliche Fiktion fest, dass mit dem Tag der Veröffentlichung des Amtsblatts dessen Inhalt bei jedermann und jederfrau als bekannt vorausgesetzt wird. Es besteht hier ein offensichtlicher und gravierender Widerspruch. Es wird gesetzlich festgelegt, dass die Bevölkerung, aber auch die Wirtschaft den Inhalt der Amtsblätter und beispielsweise die darin festgehaltenen Fristen kennt. Aber, Hand aufs Herz: Wer von Ihnen hat in letzter Zeit ein Amtsblatt aus der Nähe gesehen? Welcher Bürger besucht die Staatskanzlei oder die Gemeindekanzlei, um sich das Amtsblatt anzusehen? Und erst recht: Wer löst für 78 Franken im Jahr ein Abonnement für das Amtsblatt? Die Antwort lautet: In der Realität kennt eigentlich niemand den Inhalt dieses Amtsblattes. Der Weg, um zu diesem Inhalt zu gelangen, ist viel zu aufwendig und

zu kompliziert, als dass man ihn überhaupt begehen mag. Dieser sehr unbefriedigende Zustand lässt sich sehr einfach aus der Welt schaffen, nämlich indem man das Amtsblatt – in welcher Form auch immer – elektronisch aufschaltet.

In ihrer Antwort teilt die Regierung erfreulicherweise meine Analyse. Dafür danke ich bestens. Sie will grundsätzlich das Amtsblatt künftig greifbar und verfügbar machen. Doch nun folgt das Aber: Sie will den Vorstoss nur als Postulat annehmen mit der Begründung, dies werde etwas kosten und man befinde sich mitten in einem Sparprogramm. Bei allem Verständnis für die Kosten und das Sparprogramm: Der Kanton Bern verfügt über einen 10-Millionen-Haushalt und gibt für Information und Kommunikation jedes Jahr Millionen von Franken aus. Und dabei soll es nicht möglich sein, das Amtsblatt des Kantons Bern und das Feuille officielle du Jura bernois mit jährlichen Kosten von rund 24 000 Franken – diese Zahl habe ich von der Staatskanzlei erhalten – elektronisch zu publizieren? Und dies angesichts eines solchen Volumens, das wir jedes Jahr investieren? Abgesehen davon, dass ich der Meinung bin, diese Kosten könnten voraussichtlich noch reduziert werden, ist dies ein sehr moderater Betrag, um endlich sicherstellen zu können, dass die Bürgerinnen und Bürger eine Chance haben, das wissen zu können, wovon der Staat erwartet, dass sie es wissen. Deshalb muss die elektronische Aufschaltung des Amtsblatts möglichst rasch erfolgen. Das Anliegen ist nicht mehr zu prüfen, sondern möglichst rasch umzusetzen. Deshalb bitte ich Sie, den Vorstoss als Motion zu überweisen.

Peter Gasser, Bévillard (PS). Les motionnaires demandent au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour la publication en ligne au format PDF des fameuses feuilles officielles cantonales, ainsi que le prévoit la législation bernoise depuis le 1^{er} juillet 2014. A l'instar des requérants, le gouvernement estime cette publication accessible sans barrière très pertinente. Il prévoit d'ores et déjà de s'intéresser aux solutions mises en œuvre dans d'autres cantons et par la Confédération; c'est très bien. Toutefois, comme le mentionne le Conseil-exécutif, une telle mise en place entraînera de nouvelles dépenses uniques, voire récurrentes, et peut nous priver des recettes actuelles liées à la publicité. Nous estimons que la crainte de nouvelles dépenses est exagérée, par contre, l'intérêt des principaux utilisateurs des feuilles officielles de disposer d'une solution souple, moderne, disponible à l'instant précis et qui leur convient réside dans la réalisation de cette motion. Nous rejetons donc l'opinion gouvernementale qui estime le moment inopportun, étant donné les prochaines mesures d'allègement prévues. En conséquence, au nom du groupe socialiste, je vous recommande l'adoption de la motion.

Verena Aebischer, Riffenmatt (UDC). Die Aufschaltung der beiden offiziellen Publikationsorgane des Kantons Bern im Internet erscheint mir in der heutigen Zeit mehr als nötig. Das ist ja auch nicht bestritten. Was aber aus unserer Sicht zum heutigen Zeitpunkt nicht sinnvoll wäre, wäre die definitive Ablösung von der Papierform. Hat doch gerade die ältere Bevölkerung teilweise keinen Internet-Zugang und manchmal hat man doch zum Lesen auch lieber ein Blatt Papier in der Hand. Gewisse Fragen bezüglich der effektiven Kosten und der definitiven Umsetzung sind im Moment noch offen. Deshalb wird die SVP-Fraktion nur teilweise eine Motion unterstützen. Ein Postulat würde von uns hingegen einstimmig angenommen.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP ist derselben Meinung wie der Motionär: Die Tatsache, dass das Amtsblatt des Kantons Bern und das Feuille officielle du Jura bernois nicht in elektronischer Form vorliegen, wird der Bedeutung dieser beiden Publikationen nicht mehr gerecht. Es kann nicht sein, dass im Zeitalter der fortgeschrittenen Digitalisierung solche wichtigen amtlichen Informationen nicht elektronisch abgerufen werden können. Allerdings ist die EVP der Meinung, die elektronische Bereitstellung des Amtsblatts sollte idealerweise mit einer webbasierten Lösung realisiert werden, wie es die Regierung in der Vorstossantwort erwähnt. Ein barrierefreies PDF-Dokument wäre aus unserer Sicht nur die zweitbeste Variante. Die EVP ist überzeugt, dass die elektronische Bereitstellung des Amtsblatts auch vor dem Hintergrund der Entlastungsmassnahmen nicht hinausgeschoben sondern zügig an die Hand genommen werden sollte. Es geht hier nicht um riesengrosse Beträge, die einen Aufschub rechtfertigen würden. Vielmehr geht es darum, eine kantonale Publikation und Dienstleistung an die heutigen Bedürfnisse und Erfordernisse anzupassen; nicht mehr und nicht weniger. Die EVP unterstützt deshalb den Vorstoss in Form einer Motion.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Auch wir finden das Anliegen sehr berechtigt, welches der Motionär vorbringt. Wie der Vorredner sind aber auch wir der Ansicht, es wäre besser, wir würden gleich zu

einer rein digitalen Lösung wechseln und müssten gar kein gedrucktes Exemplar mehr produzieren. Es steht zur Diskussion, ob dies mit einer Motion oder einem Postulat möglich wäre. Für uns wäre beides ein gangbarer Weg. Aber wenn der Motionär an der Motion festhalten will, werden wir sicher nicht kleinlich sein und diese ablehnen. Denn ein PDF-Dokument könnte ja auch vorerst einmal ein einfacher Zwischenschritt sein, bevor wir eine rein elektronische Lösung einführen. In diesem Sinne unterstützen wir den Vorstoss.

Daniel Klauser, Berne (Les Verts). Auch die Grünen unterstützen diese Motion. Wir finden an diesem Vorstoss eigentlich einzig erstaunlich, dass er erstens überhaupt eingereicht werden muss und dies nicht schon von alleine geschieht. Zweitens erstaunt uns, dass nachdem der Vorstoss eingereicht wurde, die Regierung nicht von sich aus sagt: Ja, klar, das machen wir ja bereits. In diesem Sinne unterstützen wir die Motion. Wir sind zudem der Meinung, eine Lösung mit einem PDF-Dokument, wie sie der Motionär gefordert hat, müsste nun wirklich schnell und ohne grossen finanziellen Aufwand möglich sein. Ob es dann in einem zweiten Schritt eine webbasierte Lösung braucht, kann man noch genauer anschauen. Aber das wäre nun wirklich einmal ein Vorstoss, den man in Rekordzeit umsetzen könnte.

La présidente. Als nächste Fraktionssprecherin hat Grossrätin Kohli das Wort. Falls es noch weitere Fraktionssprechende gibt, bitte ich diese, sich anzumelden, denn anschliessend kommen wir zu den Einzelsprechern.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die Motion stösst bei der BDP-Fraktion auf offene Ohren und wird von rund der Hälfte der Fraktion unterstützt. Die andere Hälfte stimmt nicht etwa dagegen, sondern sieht noch ein paar offene Fragen, wie beispielsweise, ob ältere Abonnenten das Amtsblatt dann weiterhin in gedruckter Form erhalten können, wie viel es effektiv kosten wird und ob es nicht eventuell möglich wäre, auch Werbung online aufzuschalten, um die Kosten zu minimieren usw. Die Hälfte der Fraktion wird sich daher der Stimme enthalten. Als Postulat wäre der Vorstoss einstimmig überwiesen worden, als Motion jedoch wie gesagt nur von der Hälfte der Fraktion, während sich die andere Hälfte der Stimme enthält.

La présidente. Damit kommen wir zu den Einzelsprechern.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Persönlich teile ich die Stossrichtung dieses Vorstosses. Sollte er, in welcher Form auch immer, überwiesen werden, bitte ich darum, bei der Weiterbearbeitung den Fächer für die konzeptionellen Massnahmen bei der Umsetzung, insbesondere bei einer webbasierten Lösung, zu öffnen. Und zwar sollte dies in die Richtung gehen, dass ein späteres Mitmachen der Amtlichen Anzeiger, nämlich der offiziellen Publikationsorgane der Gemeinden, ermöglicht und bereits zum heutigen Zeitpunkt angedacht wird. Es gelten diesbezüglich genau dieselben Begründungen wie für das Kantonale Amtsblatt. Gerne stelle ich an dieser Stelle auch die Mitarbeit des Verbands Bernischer Gemeinden (VBG) in Aussicht, damit die nötigen konzeptionellen Arbeiten von Anfang an einbezogen werden können, sodass auch die amtlichen Publikationsorgane der Gemeinden künftig mittels einer webbasierten Lösung abgebildet werden könnten.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich muss dem Motionär hier noch kurz für seinen Vorstoss danken. Es ist eigentlich schon erstaunlich, dass wir im Jahr 2017 darüber überhaupt diskutieren müssen. Wenn Sie einmal die Zeit dafür finden, schauen Sie, was der Staat Estland macht. Dort laufen 99 Prozent der Möglichkeiten, die man hat, um mit dem Staat Kontakt aufzunehmen, elektronisch ab. Und wenn wir in der SAK über Visionen oder Strategien für den Kanton Bern sprechen und beim Thema Digitalisierung für unseren Kanton und seine Wirtschaft weiter vorwärtskommen wollen, so müssen wir hier wahrscheinlich nicht darüber diskutieren, ob wir unser Amtsblatt digital publizieren wollen oder nicht. Diese Diskussion beunruhigt mich daher etwas im Hinblick auf das Weiterkommen des Kantons Bern und seiner Wirtschaft hinsichtlich der Digitalisierung. Alle sprechen von Digitalisierung in der Wirtschaft. Und wir diskutieren hier im Rat darüber, ob ein Amtsblatt online publiziert werden soll. Liebe Kolleginnen und Kollegen, daran müssen wir noch etwas arbeiten und die Zeichen der Zeit erkennen. Ich hoffe deshalb, Sie werden den Vorstoss als Motion unterstützen.

Christoph Auer, chancelier. Der Regierungsrat ist, wie Sie alle, sehr einverstanden mit diesem Anliegen. Er hält es für sehr berechtigt, deshalb hat er auch die Annahme des Vorstosses beantragt. Dies allerdings in Form eines Postulats, und zwar aus zwei Gründen. Der erste Grund ist der, dass die Lösung, die der Motionär beschreibt, möglicherweise nicht genau die richtige, zukunftsweisende Lösung ist. Er beschreibt diese in seinem Antrag sehr genau, indem er ein barrierefreies PDF-Dokument verlangt. Deshalb gäbe uns die etwas offenere Form des Postulats die Möglichkeit, auch Alternativen wie etwa eine webbasierte Lösung zu prüfen. Dies ist der erste Grund für die Annahme in der abgeschwächten Form. Das ändert aber nichts am Grundsatz, dass die Regierung damit einverstanden ist, hier etwas zu tun.

Der zweite Grund ist, dass bei einer webbasierten Lösung zu Beginn halt einfach Investitionskosten anfallen. Das wird etwas kosten, und es sind auch noch viele Fragen zu klären. Wenn es eine webbasierte Lösung gäbe, würde dann eine Gebühr erhoben, beispielsweise in Form eines Abonnements, oder bietet der Staat dies an, ohne Einnahmen zu generieren und stellt es gratis zur Verfügung? Wird es weiterhin gedruckte Exemplare geben? Auch zu klären ist die Frage, die Grossrat Bichsel angesprochen hat, hinsichtlich der regionalen Amtsanzeiger. Dort müssen wir schauen, ob die Rechtsgrundlagen standhalten, oder ob man diese noch anpassen müsste. Es gibt also einfach noch ein paar Fragen zu klären. Aber in der grundsätzlichen Stossrichtung ist die Regierung sehr einverstanden. Und der Grund, weshalb wir bisher noch nichts unternommen haben, liegt schlicht und einfach darin, dass wir eines nach dem andern tun: Man hat nun in der Staatskanzlei die Gesetze nicht mehr gedruckt, sondern nur noch online abrufbar gemacht. Man arbeitet in einem Grossen Projekt daran, dass die Geschäftsverwaltung online geht. Und wenn wir die Ressourcen haben, nehmen wir uns gern als Nächstes dieser «Baustelle» an und setzen dieses Anliegen um. Die Regierung ist völlig überzeugt davon, dass es diesen Digitalisierungsschritt braucht. Das ist richtig, und die heute bestehende Situation ist nicht mehr angemessen. Zusammenfassend beantragt die Regierung aus den beiden erwähnten Gründen die Annahme des Vorstosses als Postulat, und ich bitte Sie, diesem Antrag zu folgen.

La présidente. Wünscht der Motionär nochmals das Wort? – Das ist nicht der Fall. Sie haben den Vorstoss nicht gewandelt, ist das richtig? – Das trifft zu. Somit kommen wir zur Abstimmung. Wer die Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 112

Non 0

Abstentions 10

La présidente. Sie haben die Motion überwiesen. Ich beende an dieser Stelle die erste Nachmittagssitzung der Junisession. Ich bedanke mich sehr herzlich bei Ihnen: Es war sehr angenehm, und wenn Sie diesen Geräuschpegel – respektive den nicht vorhandenen Geräuschpegel – so mitnehmen und morgen früh wieder mitbringen könnten, würde mich das sehr freuen. Ich wünsche Ihnen allen einen schönen Abend.

La séance est levée à 16 heures 28.

Les rédactrices:

Claudine Blum (d)

Catherine Graf Lutz (f)